

Ligne Pleudihen-Dol. Reste à convaincre Saint-Malo...

Corentin Le Doujet

Moderniser la ligne Pleudihen-Dol, tel est le vœu porté par l'association ferroviaire Bretagne Nord. La question du financement des études et travaux a animé l'assemblée générale, qui s'est tenue hier, salle Duclos-Pinot.

« On ne peut pas parler de relier un pays Dinan - Saint-Malo s'il n'y a pas de prise en charge financière des deux côtés de la Rance », a estimé Didier Lechien (à droite), maire de Dinan.



La bataille du rail n'est pas encore gagnée, pour l'association ferroviaire Bretagne Nord. Réunie en assemblée générale hier matin, devant un parterre d'environ 80 sympathisants, salle Duclos-Pinot, l'association militante du train maintient la pression en faveur de la modernisation de la ligne Pleudihen-Dol. Revendication également portée par les élus costarmorcains, de la rive gauche de la Rance, mais qui fait visiblement moins d'émules côté Ille-et-Vilaine.

La portion de 10 km Dinan-Pleudihen a déjà bénéficié de travaux, pour 6,6 M€, en 2013. « On ne peut pas s'arrêter là, il faut moderniser également de Pleudihen à Dol, ainsi que le croisement de Miniac-Morvan. Nous n'aurions jamais dû accepter cette segmentation des travaux. Il faut moderniser la totalité des lignes Dinan-Dol et Dinan-Lamballe », martèle Théo Marteil, président de l'association.

Une étude à 850.000 €

Le contrat de plan État-Région 2015-2020 prévoit 37 M€ pour Dinan-Lamballe et 25 M€ pour la portion Pleu-

dien-Dol, incluant une étude préalable, souhaitée par la SNCF, d'un coût de 850.000 €. « Cette étude est prise en charge majoritairement par la Région et SNCF Réseau, mais il reste 130.000 € à la charge des collectivités », explique Théo Marteil. La députée Viviane Le Dissez (PS) ayant décidé d'accorder 20.000 € de sa réserve parlementaire 2016, il reste 110.000 € à financer, qui devraient être répartis entre Dinan Communauté (40.000 €), le conseil départemental des Côtes-d'Armor (40.000 €) et le Pays de Dinan (30.000 €).

Réponse à donner avant le 30 novembre

L'horloge tourne et il y a désormais urgence pour ne pas loupier le train, les élus devant s'accorder avant le 30 novembre sur le financement de l'étude. « Sinon, l'État retirera sa participation. Il y a urgence à démarrer l'étude, qui devrait durer un an. Mais au vu du montant, qui me fait bondir, je plaide pour une totale transparence, avec détails précis. On a déjà réalisé l'étude de viabilité de la ligne, lors de la modernisation du

tronçon Dinan-Pleudihen, on peut donc envisager d'alléger l'étude à venir », a estimé Didier Déru (LR), président du Pays de Dinan.

Réticences côté Ille-et-Vilaine

« Les collectivités d'Ille-et-Vilaine sont réticentes à participer au financement de cette étude, mais il reste 24 M€ de travaux à réaliser. Il faut convaincre Saint-Malo Agglo, le conseil départemental 35 et l'intercommunalité de Dol. On ne peut pas parler de relier un pays Dinan - Saint-Malo s'il n'y a pas de prise en charge des deux côtés de la Rance », a tancé Didier Lechien (UDI), maire de Dinan. À juste titre, au vu de la répartition géographique des rails à moderniser entre Pleudihen et Dol : 300 m en Côtes-d'Armor, contre 17 km en Ille-et-Vilaine !

« Le Pays de Saint-Malo a déjà accordé 4,1 M€ pour le projet de Ligne à grande vitesse, et n'entend pas financer de montants supplémentaires pour le rail. Mais il n'est pas opposé à la redistribution de cette enveloppe concernant des crédits non consommés », a précisé Didier Déru.